

[C - 27339]

F. 95 - 1853

23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés

Le Gouvernement wallon,

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 13 mars 1995;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'adaptation des montants de la subvention de fonctionnement et de personnel, du pourcentage des charges patronales en régime d'internat et du coefficient d'attribution en régime d'internat doit être effectuée d'urgence afin d'assurer la subsidiarité des institutions agréées;

Considérant que les mesures de transition prévues aux articles 52 à 56 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987 précité, ainsi que les normes de rémunération applicables au personnel des institutions subventionnées doivent être adaptées immédiatement;

Considérant que la liquidation des subventions pour frais de personnel éducatif de l'année 1995 dans les institutions agréées qui accueillent des personnes placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, postule la fixation immédiate du coefficient d'attribution y relatif;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 36, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994, les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par les dispositions suivantes :

"Pour 1995, la partie de la subvention destinée aux autres frais que ceux de personnel peut être évaluée au minimum à 90.132 Frs par prise en charge en régime d'internat à 43.612 Frs par prise en charge pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est inférieur ou égal à 60 et à 41.535 par prise en charge pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge est supérieur à 60 ainsi que pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non-scolarisables quelque soit leur nombre de prise en charge.

Elle varie en fonction du régime de l'institution et du nombre de bénéficiaires intervenant pour le calcul de la subvention.

Elle s'élève à :

- 291 020 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 253 126 francs pour les internats et les homes pour adultes dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60;
- 184 597 francs pour les semi-internats pour jeunes non scolarisables et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est inférieur ou égal à 60;
- 175 806 francs pour les semi-internats accueillant à la fois des jeunes scolarisables et des semi-internats pour jeunes non scolarisables, dont le nombre de prises en charge est inférieur ou égal à 60;
- 147 912 francs pour les semi-internats et les centres de jour dont le nombre de prises en charge subventionnées est supérieur à 60.

Art. 2. Les montants fixés par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française des 16 novembre 1987, 24 février 1989, 25 février 1989, 13 novembre 1989, 12 juin 1990, 26 juin 1990, 14 janvier 1991, 11 juin 1991, 4 septembre 1991, 16 novembre 1992, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 novembre 1993, figurant dans son dispositif, sont adaptés comme suit :

1° montants de rémunération fixés par l'article 36, § 3, et l'article 43bis :

- ajouter 12 028 francs au montant prévu pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial;
- ajouter 11 831 francs au montant prévu pour les éducateurs classes I, II A et chefs éducateurs;
- ajouter 13 000 francs au montant prévu pour les éducateurs classes IIB, III, puéricultrices et assimilés;
- ajouter 11 932 francs au montant prévu pour les chefs de groupe;
- ajouter 18 240 francs au montant prévu à l'article 43bis.

Ces montants doivent être multipliés par une fraction dont le numérateur est 131,9552 et le dénominateur est 100.

2° montant de subvention de fonctionnement fixé à l'annexe VIII; ce montant doit être multiplié :

- par une fraction dont le numérateur est 119,52 et le dénominateur est 100.

Art. 3. Dans l'article 36, § 3, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Ces montants sont augmentés des charges patronales légales et des charges complémentaires, fixées forfaitairement à un pourcentage des rémunérations annuelles moyennes déterminées ci-dessus. Le Ministre fixe le pourcentage à prendre en considération :

- pour les institutions organisées par des personnes privées :

a) pour les internats et homes pour adultes : 58,15 %

b) pour les semi-internats et les centres de jour : 54,15 %

- pour les institutions dépendant de pouvoirs publics :

a) pour les internats et homes pour adultes : 49,88 %

b) pour les semi-internats et les centres de jour : 45,88 %."

Art. 4. Dans l'article 50bis du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

"Pour l'année 1995, ce coefficient est établi comme suit :

- 100 % pour les semi-internats pour jeunes non-scolarisables;

- 85 % pour les centres de jour;

- 82 % pour les homes pour non travailleurs adultes, c'est-à-dire les homes occupationnels et nursing;

- 82 % pour les internats et pour les homes pour adultes travailleurs;

- 70 % pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et pour les semi-internats pour jeunes scolarisables et non scolarisables."

Art. 5. L'article 54, § 1er, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 54. § 1er. L'enveloppe attribuée en 1995 est fixée à 106,39 % de l'enveloppe attribuée en 1994 pour les institutions en régime d'internat et à 103,14 % de l'enveloppe attribuée en 1994 pour les institutions en régime de semi-internat.

Toutefois :

1° les institutions qui peuvent prétendre pour 1995 à une enveloppe théorique supérieure à celle attribuée en 1994 augmentée dans la proportion mentionnée au premier alinéa, voient leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1995.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les semi-internats pour jeunes scolarisables et les semi-internats pour jeunes scolarisables et non-scolarisables voient leur enveloppe limitée au montant de la subvention attribuée en 1994 augmentée dans la proportion mentionnée, dans le cas des semi-internats pour jeunes scolarisables et non-scolarisables, ces institutions voient néanmoins leur enveloppe fixée au montant auquel elles peuvent prétendre pour 1995 proportionnellement à l'occupation moyenne des jeunes non-scolarisés;

2° les institutions qui ne peuvent prétendre pour 1995 qu'à une enveloppe inférieure ou égale à celle attribuée en 1994 augmentée dans la proportion mentionnée ci-dessus, voient leur enveloppe fixée au montant de la subvention attribuée en 1994 augmentée dans cette proportion, et pour autant que l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté ne soit pas inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1994;

3° les institutions dont l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté est inférieure à 90 % de la capacité subventionnée en 1994 voient leur enveloppe fixée à 90 % au moins de l'enveloppe attribuée en 1994.

En aucun cas :

1° l'enveloppe attribuée ne peut être supérieure à 115 % de l'enveloppe à laquelle les institutions peuvent prétendre;

2° la part de l'enveloppe attribuée qui est destinée à couvrir les frais de personnel éducatif ne peut être supérieure à celle qui résulterait du calcul opéré sans application des coefficients dont question à l'article 50bis".

Art. 6. L'article 54, § 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 54. § 2. Le nombre 60 à partir duquel le montant de la subvention de fonctionnement se différencie est pour 1995 fixé par rapport à l'occupation moyenne telle que définie à l'article 35 du présent arrêté."

Art. 7. L'article 55, § 3, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 55. § 3. Les prestations effectives des médecins sont prises en considération en 1995 dans les limites des subventions octroyées en leur faveur en 1986."

Art. 8. L'article 55bis est complété par la disposition suivante :

"Art. 55bis. e) pour l'année 1995. Les conditions sont identiques à celles prévues pour l'année 1994."

Art. 9. L'article 56 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 56. Tant que les dispositions relatives à la détermination de l'enveloppe applicable pour 1996 n'ont pas été fixées, les avances mensuelles payées en vertu de l'article 36, § 4, seront liquidées, à partir du 1er janvier 1996 sur base de l'enveloppe attribuée en 1995."

Art. 10. Au chapitre 1er, 1, § 2, point 1, de l'annexe 1 du même arrêté, les montants repris sont remplacés comme suit :

- le montant de 22 524 francs est remplacé par celui de 22 980 francs;

- le montant de 1 877 francs est remplacé par 1 915 francs.

Art. 11. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juillet 1994 modifiant l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1987 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, insérant un article 54bis, est abrogé.

Art. 12. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128, § 1er, de la Constitution, en application de l'article 138 de la Constitution.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

Art. 14. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre chargé de l'Action sociale, de la Santé et du Logement,
W. TAMINIAUX

VERTALING

[C - 27339]

N. 95 - 1853

23 MAART 1995. - Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten

De Waalse Regering,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten;

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7°;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschaps-executieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 13 maart 1995;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de bedragen van de werkings- en personeelstoelage, het percentage van de werkgeverslasten onder internaatstelsel en de toekenningscoëfficiënt onder internaatstelsel dringend aangepast moeten worden om de subsidiëring van de erkende instellingen te waarborgen;

Overwegende dat de overgangsmaatregelen bedoeld in de artikelen 52 tot 56 van voornoemd besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 9 februari 1987, alsook de bezoldigingsnormen toepasselijk op het personeel van de gesubsidieerde instellingen onmiddellijk aangepast moeten worden;

Overwegende dat de uitbetaling van de toelagen voor de in 1995 gemaakte kosten voor opvoedend personeel van erkende instellingen die personen ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten opnemen, de onmiddellijke vaststelling vordert van de toekenningscoëfficiënt die erop betrekking heeft;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 36, § 2, van het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschaps-executieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993 en bij het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1994, worden de alinea's 2, 3 en 4 door de volgende bepalingen vervangen :

"Voor 1995 mag het deel van de toelage bestemd voor andere kosten dan personeelskosten geschat worden op minstens 90 132 frank per ten laste genomen persoon onder internaatstelsel, op 43.612 frank per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen lager is dan of gelijk is aan 60 en op 41 535 per ten laste genomen persoon in semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en in dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen hoger is dan 60 alsook voor semi-internaten voor schoolgaande jongeren en semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren, wat het aantal ten laste genomen personen ook moge zijn.

Dat deel verschilt naar gelang van het stelsel van de instelling en van het aantal begunstigden dat in aanmerking komt voor de berekening van de toelage.

Het bedraagt :

- 291 020 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 253 126 frank voor de internaten en de tehuizen voor volwassenen waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60;
- 184 597 frank voor de semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 175 806 frank voor de semi-internaten, die tegelijkertijd schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren opnemen, waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, lager is dan of gelijk is aan 60;
- 147 912 frank voor de semi-internaten en de dagcentra waarvan het aantal ten laste genomen personen voor wie een toelage toegekend wordt, hoger is dan 60."

Art. 2. De bedragen vastgesteld bij het koninklijk besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 9 februari 1987 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse

Gemeenschapsexecutieve van 16 november 1987, 24 februari 1989, 25 februari 1989, 13 november 1989, 12 juni 1990, 26 juni 1990, 14 januari 1991, 11 juni 1991, 4 september 1991, 16 november 1992, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 10 november 1993, vermeld in het beschikkend gedeelte ervan, worden als volgt aangepast :

1° bezoldigingsbedragen vastgesteld in artikel 36, § 3, en artikel 43bis :

- 12 028 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de psychologen, het paramedisch en bijzonder personeel;
- 11 831 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen I en II A en de hoofdopvoeders;
- 13 000 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de opvoeders van klassen II B en III, de kinderverzorgsters en het ermee gelijkgestelde personeel;

- 11 932 frank toevoegen aan het bedrag bestemd voor de groepschefs;

- 18 240 frank toevoegen aan het in artikel 43bis vermelde bedrag.

Deze bedragen moeten vermenigvuldigd worden met een breuk waarvan de teller 131,9552 en de noemer 100 is.

2° bedrag van de werkingstoelage, dat in bijlage VIII is vastgesteld; dit bedrag moet vermenigvuldigd worden met :

- een breuk waarvan de teller 119,52 en de noemer 100 is.

Art. 3. In artikel 36, § 3, van hetzelfde besluit, wordt alinea 2 door de volgende bepaling vervangen :

"Deze bedragen worden verhoogd met de wettelijke werkgeverslasten en de aanvullende lasten die forfaitair worden vastgesteld op een percentage van de gemiddelde jaarlijkse bezoldigingen hierboven bepaald. De Minister stelt het percentage vast waarmee rekening moet worden gehouden :

- m.b.t. privé-instellingen :

a) voor internaten en tehuizen voor volwassenen : 58,15 %

b) voor semi-internaten en dagcentra : 54,15 %

- m.b.t. openbare instellingen :

a) voor internaten en tehuizen voor volwassenen : 49,88 %

b) voor semi-internaten en dagcentra : 45,88 %."

Art. 4. In artikel 50bis van hetzelfde besluit, wordt alinea 2 door de volgende bepaling vervangen :

"Voor het jaar 1995 wordt die coëfficiënt als volgt vastgesteld :

- 100 % voor semi-internaten voor niet-schoolgaande jongeren;

- 85 % voor dagcentra;

- 82 % voor tehuizen voor niet-werkende volwassenen, te weten bezigheidstehuizen en nursing;

- 82 % voor internaten en tehuizen voor werkende volwassenen;

- 70 % voor semi-internaten voor schoolgaande jongeren en semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren."

Art. 5. Artikel 54, § 1, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 54, § 1. De in 1995 toegekende enveloppe wordt vastgesteld op 106,39 % van de in 1994 aan instellingen met een internaatstelsel toegekende enveloppe en op 103,14 % van de in 1994 aan instellingen met een semi-internaatstelsel toegekende enveloppe.

Maar :

1° de instellingen die in 1995 aanspraak maken op een enveloppe die theoretisch hoger is dan de enveloppe van 1994, verhoogd in de mate vermeld in de eerste alinea, krijgen een enveloppe met het bedrag waarop ze in 1995 aanspraak kunnen maken.

In afwijking van voornoemde alinea krijgen de semi-internaten voor schoolgaande jongeren en de semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren een enveloppe waarvan het bedrag beperkt is tot het bedrag van de in 1994 toegekende toelage, verhoogd in de bovenvermelde mate; in het geval van semi-internaten voor schoolgaande en niet-schoolgaande jongeren wordt de enveloppe van die instellingen niettemin vastgesteld op het bedrag waarop ze voor 1995 aanspraak kunnen maken naar verhouding van de gemiddelde bezetting van de niet-schoolgaande jongeren;

2° de instellingen die voor 1995 enkel aanspraak kunnen maken op een enveloppe die lager is dan of gelijk is aan de in 1994 toegekende enveloppe, verhoogd in de bovenvermelde mate, krijgen een enveloppe vastgesteld op het bedrag van de in 1994 toegekende toelage, verhoogd in die mate, voor zover de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, niet lager is dan 90 % van de in 1994 gesubsidieerde capaciteit;

3° de instellingen waarvan de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit, lager is dan 90 % van de in 1994 gesubsidieerde capaciteit, krijgen een enveloppe die is vastgesteld op minstens 90 % van de in 1994 toegekende enveloppe.

In geen geval :

1° mag de toegekende enveloppe hoger zijn dan 115 % van de enveloppe waarop de instellingen aanspraak kunnen maken;

2° mag het deel van de toegekende enveloppe bestemd om de kosten van het opvoedend personeel te dekken, hoger zijn dan het deel dat uit de verrichte berekening zou voortvloeien zonder toepassing van de in artikel 50bis vermelde coëfficiënten."

Art. 6. Artikel 54, § 2, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 54, § 2. Het getal 60, vanaf hetwelke het bedrag van de werkingstoelage verschilt, wordt voor 1995 vastgesteld naar verhouding van de gemiddelde bezetting, zoals bepaald in artikel 35 van dit besluit."

Art. 7. Artikel 55, § 3, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 55, § 3. De werkelijke verstrekkingen van de geneesheren worden in 1995 in overweging genomen binnen de perken van de toelagen die hen in 1986 zijn toegekend."

Art. 8. Artikel 55bis wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Art. 55bis. e) voor het jaar 1995. De voorwaarden zijn gelijk aan die voorzien voor het jaar 1994."

Art. 9. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Art. 56. Zolang de bepalingen betreffende de vaststelling van voor 1996 geldende enveloppe niet vastliggen, zullen de overeenkomstig artikel 36, § 4, gestorte maandelijks voorschotten vanaf 1 januari 1996 op basis van de in 1995 toegekende enveloppe uitbetaald worden."

Art. 10. In hoofdstuk 1, § 2, punt 1, van de bijlage I bij hetzelfde besluit worden de vermelde bedragen als volgt gewijzigd :

- het bedrag van 22 524 frank wordt 22 980 frank;

- het bedrag van 1 877 frank wordt 1 915 frank.

Art. 11. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 18 juli 1994 tot wijziging van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 februari 1987, genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, waarbij een artikel 54bis is ingevoegd, wordt opgeheven.

Art. 12. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995.

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheden het Gehandicaptenbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, K.M.O.'s, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

IC - 27338J

F. 95 - 1854

**23 MARS 1995. - Arrêté du Gouvernement wallon
modifiant certains actes d'exécution de l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967
créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'exécutif de la Communauté française du 9 février 1987, pris en exécution de l'arrêté royal du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés;

Vu l'avis de la Commission de programmation et de consultation du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés donné le 21 février 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, donné le 13 mars 1995;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 15 mars 1995;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de proscrire de façon formelle la pratique des pas de porte en matière d'admission dans les institutions du Fonds de Soins Médico-socio-pédagogiques et de fixer certains principes sur les suppléments demandés aux personnes handicapées dans les institutions et de mieux spécifier l'agrément des institutions et donc leurs obligations;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

CHAPITRE Ier. - Disposition générale

Article 1er. Le présent arrêté règle en application de l'article 138 de la constitution de la Constitution une matière visée à l'article 128, §1er, de celle-ci.

Il est applicable sur le territoire de la région de langue française.

CHAPITRE II. - Modification de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés

Art. 2. Dans l'annexe de l'arrêté royal du 23 décembre 1970 fixant les conditions d'agrément des établissements, des homes et des services de placement familiaux pour handicapés le chapitre 1er, II, B est complété comme suit :

"d) En aucun cas, l'admission dans une institution ne peut être conditionnée par une contrepartie en espèces ou en nature exigée des candidats à l'admission, de leurs représentants légaux ou de leur famille."

CHAPITRE III. - Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française

Art. 3. Un article 10bis, rédigé comme suit, est inséré dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 25 juillet 1983 déterminant la part contributive des handicapés placés à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés dans les institutions de la Communauté française :

"Art. 10bis. §1er Aucun supplément à la part contributive ne peut être exigé par l'institution pour couvrir les frais de personnel, de fonctionnement et de séjour des personnes handicapées.

§ 2. Peuvent être exigés en supplément de la part contributive et dans la mesure où ils ne font pas l'objet d'une intervention légale ou réglementaire :

1° en régime d'internat :

a) la partie du coût qui reste à charge du bénéficiaire dans les frais de prothèse ;